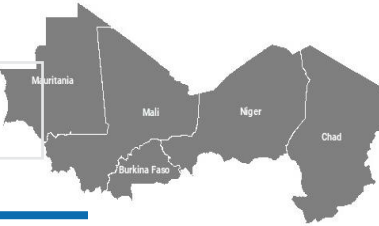




Norwegian Ministry of Foreign Affairs



Le Projet est financièrement soutenu par l'Union européenne, la République italienne et le Royaume de Norvège



**Bulletin d'informations N° 007**  
1<sup>er</sup> octobre – 31 décembre 2021

## Mali : l'état-major sortant de la Force Conjointe évalue son action, au cours d'une réunion de RETEX (Retour d'Expérience) aux côtés du HCDH



### Éditorial

Ce trimestre a été marqué par la signature d'un accord de siège entre la République du Burkina Faso et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH). En effet cet accord signé le 6 octobre 2021 à Genève, permet l'établissement d'un Bureau du HCDH au Burkina Faso, y compris une équipe du Projet, facilitant ainsi la mise en œuvre des activités d'appui à la Force conjointe du G5 Sahel.

Une équipe de trois chargés des droits de l'homme a ainsi été déployée à Ouagadougou le 1<sup>er</sup> novembre, et a dès son déploiement, établi le contact avec la Force conjointe pour conduire le 24 novembre, une session de sensibilisation du bataillon de la Force conjointe à Dori (région du Sahel).

Il convient aussi de noter mission au Burkina Faso et au Niger (du 28 Novembre au 4 décembre 2021) de la Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, au cours de laquelle, Mme Bachelet a entre autres rappelé l'importance pour les Forces de défense et de sécurité au sein des États du G5 Sahel, de se conformer au respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Par ailleurs, l'équipe du Projet a pu organiser plusieurs activités majeures au cours de ce trimestre. Il s'agit notamment de la troisième édition du cours sur le droit international humanitaire organisé, en collaboration avec l'Institut international de droit humanitaire de Sanremo (Italie), au profit des officiers

supérieurs de la Force conjointe du G5 Sahel ; du lancement des activités du Comité d'orientation et de suivi pour la rédaction de la stratégie régionale PoC du G5 Sahel ; ou encore du tout premier RETEX pour la Composante Police de la FC-G5S, dont les recommandations pertinentes visant l'opérationnalisation de la Composante police, seront prises en compte dans le cadre de la planification des activités du projet pour l'année 2022.

**Julien ATAKLA-AYINON**  
Coordonnateur du Projet d'appui à la Force Conjointe du G5 Sahel



# Tchad : Formation des formateurs de l'état-major sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire

Du 6 au 10 novembre, à Bakara, au Tchad, l'équipe du projet a organisé avec l'État-major Général des Armées (EMGA), le poste de commandement du secteur Est (Fuseau Est) de la force conjointe du G5 Sahel, une formation de formateurs pour l'armée tchadienne sur le droit international des droits de l'homme, le droit international humanitaire et le droit international des réfugiés.

L'activité a réuni 20 participants, dont deux femmes, issus des unités de formation de l'Armée nationale, de la Gendarmerie et de la Police nationale tchadiennes. L'objectif était de renforcer les connaissances des participants afin de constituer un pool de formateurs pour faciliter les formations de pré-déploiement des ressources humaines prévues pour intégrer la force conjointe.

## Dans ce numéro :

Editorial	1
Renforcement des capacités	2 - 5
Retours d'expériences	6
Élaboration de procédures internes de la Force	7



Les formateurs de l'état-major Tchadien, présentant, aux côtés de l'équipe du HCDH, leurs certificats au terme de cinq jours d'échanges constructifs sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire

## Mauritanie : Formation des formateurs des instructeurs du Collège de Défense



Du 1er au 5 novembre, l'équipe du projet en Mauritanie a participé à une formation pour neuf formateurs instructeurs (tous des hommes) du Collège de Défense, au Centre de Simulation Opérationnelle de Nouakchott. La formation destinée aux officiers supérieurs a été réalisée en collaboration avec le CICR. Les sessions ont porté sur les principes essentiels du droit international humanitaire (DIH) et du droit international des droits de l'homme (DIDH), tels que l'usage de la force, la protection des enfants pendant les conflits armés, les violences sexuelles et basées sur le genre, ainsi que sur des outils de formation permettant d'intégrer les principes humanitaires dans leurs futures sessions d'instruction aux élèves du Collège de Défense. La formation a permis de cibler les besoins de mise à jour des règlements relatifs à l'usage de la force ainsi que l'identification correcte des civils participant directement au conflit armé. Le délégué du CICR a présenté des simulations qui ont permis aux participants d'intégrer de manière pratique et théorique les principes du DIH et des droits de l'homme lors de leurs futures formations.



## Niger/Tchad : Sensibilisation du personnel des fuseaux Est et Centre sur les droits de l'homme, le droit international humanitaire et cadre de conformité



La Haute-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme aux côtés des membres du Poste de Commandement du Fuseau Centre de la Force conjointe, 2 décembre 2021, à Niamey

A Niamey, le 2 décembre, en marge de la visite de la Haute-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme (du 1er au 4 décembre), l'équipe du projet au Niger a organisé une séance de sensibilisation sur le cadre de conformité et les droits de l'homme pour 27 nouveaux membres du Poste de Commandement du Fuseau Centre de la Force conjointe du G5 Sahel. Après les présentations, la Haute-Commissaire a eu un échange direct avec les participants. Au cours de cette discussion, le Commandant de la Force conjointe pour le Fuseau Centre a renouvelé son engagement à respecter les droits de l'homme et le DIH, rappelant leur valeur ajoutée dans le cadre de son mandat. Par ailleurs, les officiers du poste de commandement ont plaidé pour une plus grande intégration des femmes dans les postes de responsabilités de la Force Conjointe. Tout en reconnaissant l'action du Projet sur cette question, les participants ont demandé plus de formation sur cette thématique, en particulier pour les soldats de rang. La Haute-Commissaire a salué cet engagement des participants en faveur d'une intégration accrue des femmes dans la force conjointe et a rappelé l'engagement du HCDH à soutenir ce plaidoyer par le biais du Projet d'appui à la Force conjointe dans la mise en œuvre du cadre de conformité.



Une vue des membres du Poste de Commandement du fuseau Est de la Force Conjointe au cours de la session sur le droit international des droits de l'homme de la FC-G5S

Au Tchad, les 8 et 9 décembre, ont eu lieu deux sessions de sensibilisation aux droits de l'homme, au droit international humanitaire et au droit des réfugiés pour les officiers et sous-officiers du Poste de Commandement du fuseau Est de la force conjointe du G5 Sahel pour 39 participants (20 participants, dont une femme le 8 décembre et 19 hommes le deuxième jour). Au terme des échanges, les membres du PC fuseau Est ont marqué leur volonté de relayer le message aux troupes sur le terrain. Ils ont alors souhaité d'obtenir des présentations simplifiées qui leur permettraient de relayer sans difficultés le contenu des sensibilisations au niveau des bataillons.

## Burkina Faso : Sensibilisation du personnel du Bataillon de la Force Conjointe de Dori



**Abdouramane Bakayoko, Chef d'équipe pour le Burkina Faso en pleine sensibilisation des Officiers de la Force conjointe basés à Dori**

**Cette session de sensibilisation en direction du bataillon burkinabé de la Force conjointe du G5 Sahel basé à Dori est la première conduite par l'équipe du projet après son déploiement au Burkina Faso, le 1<sup>er</sup> novembre 2021.**

Le 24 novembre, l'équipe du projet au Burkina Faso a organisé une session de sensibilisation pour le bataillon de la force conjointe à Dori. L'objectif était d'informer les 24 officiers et sous-officiers (tous des hommes) sur le Cadre de conformité, le rôle du HCDH dans son appui à la Force conjointe du G5 Sahel et l'importance de la collaboration entre les deux parties pour renforcer la protection des civils. Les présentations de l'équipe se sont concentrées sur les aspects du Cadre de conformité relatifs aux mécanismes et procédures visant à assurer la responsabilité des violations du droit international des droits

de l'homme, du droit international humanitaire et du droit international des réfugiés.

Les différentes présentations ont été suivies d'une session de questions-réponses qui a abordé les questions liées à la mise œuvre de la HRDDP.

Cette formation est intervenue dans le cadre d'une mission de terrain conduite à Dori du 22 au 24 novembre 2021, déployée dans le cadre des préparatifs de la visite officielle de la Haute-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme au Burkina Faso, qui s'est tenue du 27 au 29 novembre.



## Mali : 3<sup>ème</sup> Edition du cours G5 Sahel sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire pour les officiers supérieurs de la FC-G5 Sahel



*Du 11 au 20 décembre, le HCDH, en partenariat avec l'Institut International de Droit Humanitaire de Sanremo et Expertise France a organisé la troisième édition du Cours G5 Sahel sur les Droits de l'Homme et le Droit International Humanitaire, à l'Ecole de maintien de la paix, Alioune Blondin Beye de Bamako, au Mali*

L'activité a réuni 23 participants (dont une femme) parmi lesquels figuraient des officiers supérieurs du PCIAT, des prévôts et les conseillers juridiques des trois fuseaux. L'objectif était de familiariser les membres de la FC-G5S avec les principes et règles du droit des conflits armés et leurs modalités de mise en œuvre. Ont été examinés entre autres, les principes généraux du droit des conflits armés et des droits de l'homme, ainsi qu'une introduction au Cadre de Conformité aux droits de l'homme.

Les présentations ont également abordé, les questions applicables au contexte opérationnel de la Force conjointe, telles que la détention, les règles d'engagement, les techniques de ciblage, le genre, et le rôle du CICR et des Nations unies. La formation a été soutenue par Expertise France, l'état-major des armées françaises, le ministère de la Défense autrichien, le Comité international de la Croix-Rouge, l'ONG CIVIC, la MINUSMA et le HCR.





## Mali : Deux réunions de RETEX pour évaluer l'action de la Force conjointe



Le Coordonnateur du Projet d'appui à la Force conjointe remettant, le 18 octobre à l'issue des discussions, la symbolique attestation de participation au Colonel Souleymane Doumbia, le Chef d'état-major du PCIAT Mandat IV

**RETEX avec le PCIAT sur la mise en œuvre du Cadre de conformité :** L'atelier de retour d'expérience (RETEX) sur la mise en œuvre par la Force Conjointe du Cadre de conformité aux droits de l'homme a eu lieu le 18 octobre à l'École de Maintien de la Paix, Alioune Blondin BEYE de Bamako. Ce RETEX, auquel ont pris part les Officiers sortant du Poste de Commandement interarmées de théâtre (PCIAT) du 4<sup>ème</sup> mandat de la FC-G5S, visait à évaluer la mise en œuvre du Cadre de conformité tout au long de la durée dudit Mandat couvrant la période du 1<sup>er</sup> novembre 2020 au 31 octobre 2021, en mettant un accent particulier sur les aspects liés à la protection des civils.

Cet exercice a permis d'identifier les avancées et les défis rencontrés dans l'application des normes du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, lors des opérations militaires, et notamment en s'appesantissant sur l'impact desdites opérations sur les populations civiles. Le RETEX a également permis d'évaluer la qualité de l'appui technique et de la collaboration entre la Force conjointe et le Projet du HCDH. Les échanges francs et constructifs ont permis de formuler des recommandations et actions correctives pour les prochains cycles de planification des activités du Projet, dans le cadre de son appui à la Force conjointe.

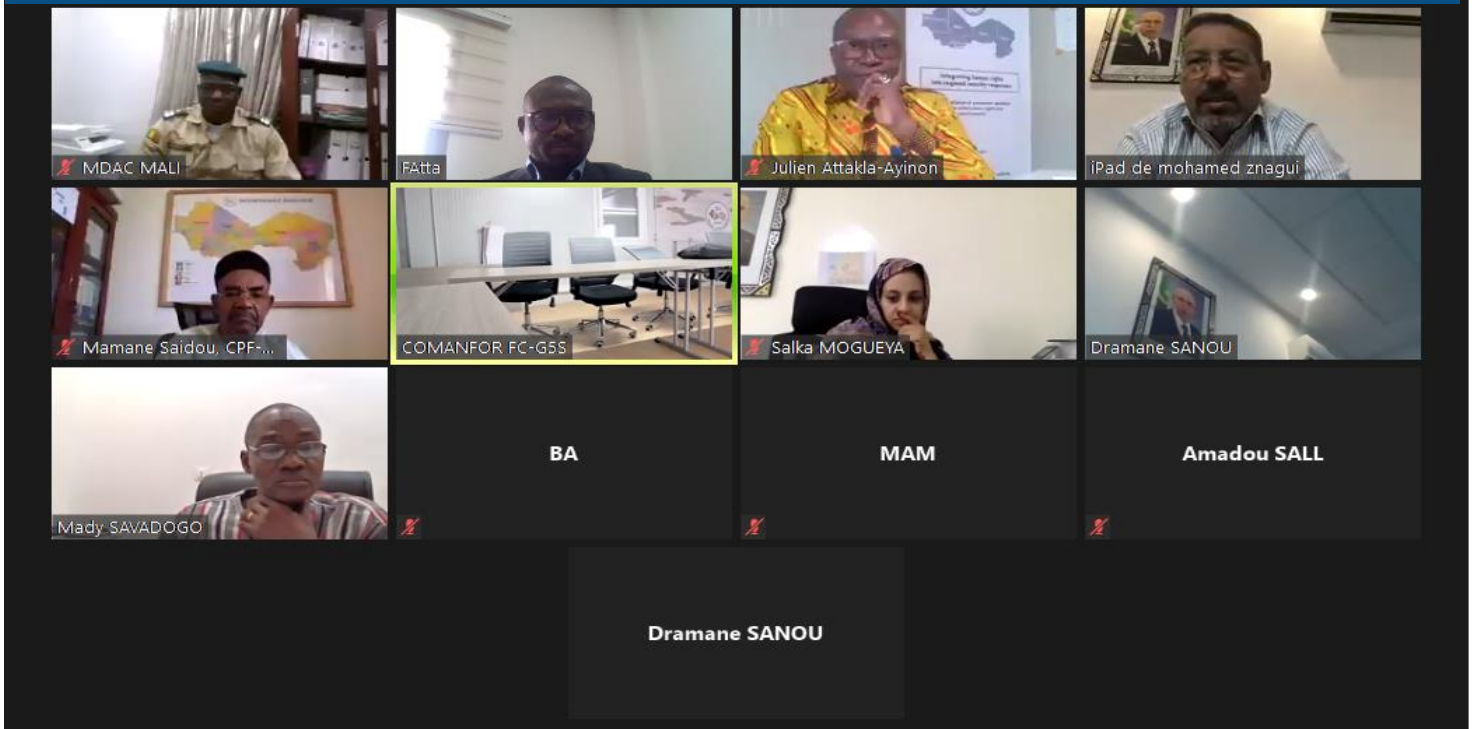


L'ambassadeur de l'UE au Mali, les représentants de la FC-G5S, de la Division des DH de la MINUSMA et le Coordonnateur du Projet lors de la cérémonie d'ouverture

**Premier RETEX de la Composante Police de la FC-G5S :** Du 7 au 10 décembre, 25 membres de la Composante Police de la Force Conjointe [Unités Spéciales d'Investigation, SE-G5S et Composante Police (y compris des anciens membres)] ont tenu la première réunion de retour d'expérience de la mise en œuvre du Cadre de Conformité par la composante police de la FC-G5S. L'objectif était de renforcer et d'accélérer l'opérationnalisation de la judiciarisation du champ des opérations en capitalisant les acquis, en échangeant les expériences, en identifiant les écueils éventuels et en partageant les bonnes pratiques liées à la contribution de la composante police à la mise en œuvre du cadre de conformité. Les discussions entre les participants ont permis de dégager des conclusions et des recommandations qui contribueront à améliorer le fonctionnement de la composante police du G5 Sahel.

## Lancement des travaux du Comité d’Orientation et de Suivi de l’élaboration de la Stratégie régionale de Protection des civils

Une vue partielle des participants du Secrétariat Exécutif du G5 Sahel, de la Force Conjointe et du HCDH a la téléconférence qui a réuni les membres du Comité de suivi et d’orientation



### Organisation de la première réunion du Comité d’Orientation et de Suivi de l’élaboration de la Stratégie de Protection des civils du G5 Sahel

Le 11 novembre, le Comité d’Orientation et de Suivi (COS), mis en place par Décision n°005/CAB/SEG5S/2021 du 22 avril 2021, et chargé de superviser l’élaboration de la **Stratégie régionale pour la protection des civils dans le cadre des opérations de la Force conjointe du G5 Sahel** a tenu sa première réunion, par vidéoconférence. Cette réunion de contact a permis aux membres du Comité de développer une compréhension commune de leur mandat et d’adopter un agenda de travail pour les prochaines étapes.

La rencontre dirigée par le Général Mohamed ZNAGUI, Chef du département Défense et sécurité du Secrétariat Exécutif du G5 Sahel, président dudit comité, a vu une forte participation à un haut niveau des autres membres. Ils étaient 13 dont deux femmes sur un total de 16. Le comité regroupe notamment la Coordinatrice Régionale de la Plateforme des femmes du G5Sahel, le Président du CNC du Niger, la représentante du CNC Mauritanie, le Coordonnateur du Centre sahélien d’analyse de menaces et d’alertes précoces du Burkina, le Coordonnateur de la Cellule de lutte contre la radicalisation, le point focal G5sahel du ministère de la défense et des anciens combattants du Mali, le Conseiller juridique de la FC-G5S et le Coordonnateur du Projet HCDH en appui à la FC dans la mise en œuvre du cadre de conformité aux droits de l’homme et au droit international humanitaire.

La prochaine rencontre du COS aura pour objectif d’examiner les premiers livrables du consultant international en cours de recrutement (par le Projet d’appui à la Force conjointe du G5 Sahel) pour l’élaboration du document de stratégie.